



Séance ordinaire du lundi 12 octobre 2020

L'an deux mille-vingt et le douze octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'eau et de l'assainissement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Serge GUISEPPIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mathilde BORNE, Julie FRÊCHE, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN

Gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'eau et de l'assainissement - Service public de l'eau et de l'assainissement - Rapport sur le Prix et la Qualité du Service (RPQS) de l'assainissement pour l'année 2019

Monsieur René REVOL, Vice-Président, rapporte :

En application de l'article L. 2224-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), il doit être présenté au Conseil de Métropole, un Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service (RPQS) de l'assainissement. Ce dernier doit par ailleurs, respecter les exigences fixées par la loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006 et le décret du 2 mai 2007, notamment avec la mise en œuvre d'indicateurs de performance.

Conformément à l'article L. 1411-3 du CGCT, les délégataires produisent avant le 1^{er} juin de chaque année à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la Délégation de Service Public (DSP) et une analyse de la qualité du service. Ce rapport doit donner lieu à une analyse.

A cet effet, les rapports des délégataires relatifs aux DSP de l'assainissement citées ci-après portant sur l'année 2019 ont fait l'objet ou feront l'objet :

- d'une communication au Conseil de Métropole ;
- d'une présentation et d'un examen en Commission Consultative des Services Publics Locaux en date du 6 octobre 2020 ;
- d'une présentation et d'un examen en Commission de Contrôle des Comptes dès que celle-ci aura été constituée.

En 2019, le service public de l'assainissement concerne 1 507 km de réseaux d'eaux usées, 219 postes de refoulement et 13 stations de traitement des eaux usées. La capacité de traitement cumulée de ces dernières est de 578 717 Equivalents-Habitants, ce qui représente 33,7 millions de m³ traités. Le territoire compte près de 116 739 abonnés. Le réseau collectif d'assainissement dessert 99,48 % de la population de la Métropole.

Concernant les travaux conduits par la Métropole : ils se sont élevés en 2019 à 23,8 M€ et portent sur le renouvellement du patrimoine, sur les extensions des réseaux nécessaires à l'évolution de l'urbanisation, mais aussi sur les ouvrages (stations et poste de refoulement).

Le Schéma Directeur d'Assainissement de 2004 arrive à son terme en matière de réalisation. Près de 11,9 kms de réseaux de l'intercepteur Est ont été posés. La mise en service des derniers tronçons réalisés sur la partie en amont de Castelnau-le-Lez a été réalisée en 2019.

Les travaux de reconstruction de la station de traitement de Saint Georges d'Orques ont démarré en fin 2018 après l'attribution au groupement SAUR/TOUJA pour une durée d'un an, la mise en service s'est faite en 2020. Les travaux de reconstruction de la station de traitement de Murviel-lès-Montpellier ont débuté fin 2019, la mise en service est prévue pour 2021.

Concernant la station d'épuration (STEP) MAERA, le suivi analytique du rejet dans le milieu naturel a confirmé l'absence d'impact sur le milieu marin et l'amélioration de la qualité du Lez depuis la suppression de tous les rejets de temps sec dans le cours d'eau.

Par ailleurs, afin de garantir le débit minimum réglementaire du Lez au droit de Maera de 650 l/s, le soutien d'étiage par l'eau du canal du Bas-Rhône a nécessité en 2019 pendant les mois de janvier à décembre, la restitution de 12 095 983 m³, pour un montant de 2 403 999 € HT.

Enfin, dans le cadre du projet de modernisation de la station MAERA, l'instruction administrative du dossier d'autorisation au titre de la Loi sur l'Eau s'est poursuivie sur 2019 avec, notamment, une enquête publique menée pendant l'été. Les études terminées ont conduit à la publication d'un dossier de consultation des entreprises. Sur 2019, des candidats ont été retenus pour remettre une offre. Suite à un problème technique, la procédure a été déclarée sans suite. Les études ont été reprises en vue d'une nouvelle consultation en 2020. Globalement, les dépenses du budget annexe de l'assainissement se sont élevées en 2019 à 41,7 M€

TTC, dont 31,6 M€ de dépenses d'investissement et 10,1 M€ de dépenses de fonctionnement.

En termes d'organisation du service, l'exploitation est déléguée depuis le 1^{er} janvier 2015, sur la totalité des 31 communes membres, dans le cadre de 3 contrats de délégation de service public d'une durée de 7 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2021 :

- Contrat d'affermage pour le traitement des eaux usées par la station de traitement des eaux usées MAERA (VEOLIA EAU) ;
- Contrat d'affermage pour la collecte des eaux usées sur les communes raccordées à la station de traitement des eaux usées MAERA (VEOLIA EAU) ;
- Contrat d'affermage pour la collecte et le traitement des eaux usées sur les communes des secteurs est et ouest (AQUALTER).

L'année 2019 a été marquée par la signature d'un second avenant pour l'ensemble des contrats de délégation. La disposition commune à ces avenants porte sur l'adaptation des modalités de recouvrement et de reversement de la part Collectivité au titre du service d'assainissement collectif des délégataires à la Collectivité. Ainsi les périodes de reversement sont désormais fixées à un rythme trimestriel. Ces avenants n'ont pas eu d'impact financier auprès des usagers et sur le budget annexe assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole.

Concernant les comptes annuels de résultat d'exploitation (CARE) communiqués dans les rapports annuels des délégataires 2019, les principaux agrégats financiers sont les suivants :

- Contrat de traitement des eaux usées par la STEP MAERA (VEOLIA EAU) : l'exercice 2019 devient déficitaire de 220 K€ contre un bénéfice de 289 K€ en 2018, soit une dégradation de 508 K€ du résultat d'exploitation. Les charges globales s'établissent donc à 10 723 K€, contre 10 503 K€ de produits ;
- Contrat de collecte des eaux usées sur les communes raccordées à la STEP MAERA (VEOLIA EAU) : l'exercice 2019 se clôture avec un bénéfice de 32 K€ contre un bénéfice de 386 K€ en 2018, soit une chute de 354 K€ du résultat d'exploitation. Cette variation a pour origine la forte hausse des charges de 451 K€ (soit + 8 % par rapport à l'exercice 2018), contre une faible montée des produits de 97 K€ (soit + 2 % par rapport à 2018). Ainsi, les charges s'élèvent à 6 099 K€, contre 6 130 K€ de produits.

Sur la base de l'article 77 des contrats de DSP, les services de contrôle des délégations de service public ont demandé des explications sur les postes de charges dont l'évolution est supérieure à 10%. ;

- Contrat de collecte et de traitement des eaux usées sur les communes des secteurs Est et Ouest (AQUALTER) : un nouveau déficit de 790 K€ est constaté en 2019, soit un alourdissement du déficit de 91 K€ par rapport à 2018. Les produits d'exploitation de 3 929 K€ augmentent de 260 K€ par rapport à 2018 (soit +7 %), contre des charges plus importantes s'établissant à 4 719 K€, soit + 351 K€ de charges par rapport à l'exercice 2018 (soit + 8 %).

Il convient par ailleurs de noter que les services de contrôle des délégations de service public ont mis à jour, en 2020, que les données transmises d'autosurveillance des systèmes d'épuration (stations et réseaux) du secteur Est-Ouest exploitées par la société AQUALTER étaient fausses, et n'étaient pas cohérentes avec les résultats d'analyses laboratoire. La collectivité conteste donc les informations transmises par AQUALTER dans le rapport annuel du délégataire relatif à l'année 2019. En conséquence, la Métropole évalue les modalités d'application de pénalités au titre de la falsification de ces données. Ainsi, les données relatives à la conformité des stations d'épuration n'étant pas fiabilisées, elles ne seront pas présentées dans le cadre du RPQS.

Le prix de l'assainissement au 1^{er} janvier 2020, comprenant les parts distributeur et intercommunale, a été fixé à 1,37 € HT par m³. Pour mémoire, le prix total moyen, comprenant l'eau, l'assainissement et les différentes taxes, établi sur la base de la facture normalisée de 120 m³ se situe à 3,26 € TTC/m³ sur la Métropole.

Les délégataires ont réalisé en 2019 des travaux de renouvellement pour 1,5 M€, soit 5,5 M€ en cumul depuis le début des contrats (86 % de réalisation). Ils ont réalisé le curage préventif de 10,75 % du linéaire et ils ont mené 605 interventions sur le réseau et 754 interventions sur les branchements.

Le déploiement du diagnostic permanent s'est poursuivi avec le suivi de 139 points de mesure sur le système MAERA et 50 points sur le réseau est et ouest. Par ailleurs, les efforts se poursuivent en matière de contrôle des effluents collectés. En 2019, 9 nouveaux établissements ont engagé une démarche d'autorisation de déversement d'effluents non domestiques. La Cellule des Rejets Industriels et des Déchets toxiques (CRIDt) enregistre 1 043 établissements disposant aujourd'hui d'un arrêté d'autorisation de déversement notifié.

Concernant le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC), assuré en régie sur les 4 340 installations dénombrées sur le territoire métropolitain, un total de 199 contrôles a été effectué en 2019, dont 82 contrôles diagnostics de l'existant, 42 vérifications du bon fonctionnement et de l'entretien, 43 vérifications de la conception des travaux et 32 vérifications de la conception et de l'exécution des travaux.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le Rapport annuel 2019 sur le Prix et la Qualité du Service de l'assainissement ;
- d'autoriser sa transmission à toutes les communes de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- de prendre acte de l'examen des rapports annuels des délégataires de service public relatifs à l'assainissement au titre de l'exercice 2019 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 23/10/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 23 octobre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201012-145003-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 23/10/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Rapport RPQS

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.